

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 mars 2021

PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT - (N° 3787)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 339

présenté par

M. Benassaya, M. Cinieri, M. Jean-Claude Bouchet, M. Parigi, M. Bouley, M. Ravier, M. Therry,
M. Cornut-Gentile, M. Viry et M. Hemedinger

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

À la seconde phrase du premier alinéa de l'article 44 de la Constitution, les mots : « les conditions » sont remplacés par les mots : « des conditions identiques ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement de repli vise à soumettre les membres du Parlement et le Gouvernement aux mêmes conditions d'exercice du droit d'amendement. Sont principalement ici en cause les délais auxquels n'est pas soumis le Gouvernement, qui peut déposer des amendements jusqu'à pendant la séance publique. Les parlementaires doivent respecter des délais particulièrement stricts pour déposer des amendements, alors qu'ils ne peuvent s'appuyer ni sur une large administration, ni sur le Conseil d'État, comme le peut le Gouvernement, pour leurs travaux législatifs.

Soumettre le Gouvernement aux mêmes délais que les parlementaires permettra d'avoir des débats plus éclairés, puisque cela laissera le temps aux Parlementaires de consulter les amendements déposés par le Gouvernement.